



Le Hindenburg du système de santé a atterri

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 05 avril 2010

[Truthdig](#) 5 avril 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

La décision de l'élu Dennis Kucinich de voter « oui » à la Chambre des Représentants dimanche dernier au projet de loi sur la réforme de santé, alors qu'il avait juré de voter contre tout projet de loi qui ne comportait pas d'option publique, est l'exemple parfait de la raison pour laquelle je ne pourrai jamais faire de politique.

Je respecte Kucinich. Pour un homme politique, il est même ce qu'on peut trouver de mieux, mais c'est quand même un homme politique. Il faut qu'il fasse campagne pour être élu. Il lui faut trouver de l'argent. Il lui faut apaiser la machine du parti démocrate ou risquer les représailles et la défaite. Et donc, il a approuvé un projet de loi qui ne fera rien pour améliorer les souffrances de nombreux Américains, qui obligera des dizaines de millions de personnes à déboursier beaucoup d'argent pour un produit défectueux et, qui finiront par rejoindre les rangs de ceux qui ne sont pas assurés.

Les affirmations des partisans de ce projet de loi relèvent de la publicité mensongère habituelle diffusée par le secteur privé. Le projet de loi ne va pas étendre la couverture maladie à 30 millions de personnes qui n'en avaient pas, surtout que les subventions accordées par l'Etat ne seront pas versées avant 2014. Les familles qui n'ont pas les moyens de payer les cotisations élevées, les franchises et tout ce qui n'est pas remboursé, qui représentent, en général, selon les estimations, entre 15 et 18% des revenus des familles, devront se passer de couverture maladie, ce qui augmentera le nombre des personnes non assurées. Les compagnies d'assurance privées peuvent unilatéralement augmenter les prix sans plafonnement et monopoliser les marchés locaux pour écraser la concurrence. Les 1055 trillions de dollars (trillion=mille milliards) qui seront dépensés au cours des dix prochaines années impliqueront l'ajout de services de gestion administrative supplémentaires à un système déjà ingérable et finalement indéfendable.

La malhonnêteté des leaders démocrates face à cette réalité est stupéfiante. Howard Dean, qui est médecin, déclarait récemment: « On vote sur une seule question: êtes-vous pour les compagnies d'assurance privées ou être-vous pour la population? ».

Voilà un homme (Kucinich, NDLT) qui était partisan de l'option publique et qui a aujourd'hui vendu son âme au diable. A quoi bon le soutenir, lui, ou tout autre Démocrate? Quel degré de lâcheté peuvent-ils atteindre? Regardez le désastre de l'assurance maladie au Massachusetts, le modèle qui va servir pour l'ensemble du pays. Une personne sur six à qui on a imposé de contracter une assurance maladie n'a pas les moyens de se soigner parce que les factures sont trop élevées, et des dizaines de milliers de personnes ont été rayées des listes des bénéficiaires des aides publiques à cause des réductions budgétaires.

Les 45000 Américains qui meurent chaque année parce qu'ils n'ont pas les moyens de

s'assurer ne seront pas sauvés par la loi fédérale. La moitié de toutes les faillites personnelles seront toujours dues à l'impossibilité d'acquitter des factures de soins de santé astronomiques. La seule bonne nouvelle, c'est que les actions et les bonus pour les dirigeants des compagnies d'assurance sont en train de grimper en flèche. Notez bien cela: il s'agit une nouvelle fois d'une victoire des seigneurs féodaux et d'une défaite des serfs.

Les Etats-Unis dépensent deux fois plus que les autres pays industrialisés pour les soins de santé - 7129 dollars par personne - alors que 45,7 millions n'ont pas de couverture maladie et des millions d'autres ont une couverture insuffisante, ce qui veut dire que s'ils tombent gravement malades, leur traitement ne sera pas remboursé.

14000 personnes par jour perdent aujourd'hui leur assurance maladie. Un article dans Health Affairs (magazine mensuel sur la santé, NDT) explique que si le système reste inchangé, un dollar sur les cinq dépensés par les Américains en 2017 ira à l'assurance maladie. Les frais de gestion des assurances privées s'élèvent à 31 cents pour chaque dollar consacré aux dépenses de santé. Réorganiser les prestations avec une caisse publique unique permettrait d'économiser plus de 400 millions de dollars par an, suffisamment, comme le fait remarquer l'association « Physicians for a National Health Plan » (Médecins pour un régime de santé public), pour fournir une assurance-maladie de qualité et qui couvre tout pour l'ensemble de la population.

Ce projet de loi ne concerne donc ni le souci de réduire les dépenses publiques ni celui du bien-être de toute la population. Il vise à augmenter les profits des sociétés d'assurance aux dépens des contribuables. C'est la version industrie de la santé au renflouement de Wall St. Ce projet de loi sert à distribuer des centaines de millions d'argent public à l'industrie pharmaceutique et au secteur des assurances privées. Les quelque 3000 lobbyistes du secteur de la santé à Washington, dont les mains sales sont toutes posées sur le projet, ont une fois de plus trahi la population pour de l'argent.

Ce projet montre une fois de plus que le changement ne viendra jamais des démocrates. Le parti est dirigé par les grands groupes privés et leur appartient. Les cinq plus grandes compagnies privées d'assurance maladie et leur association, America's Health Insurance Plans, ont dépensé en 2009 plus de 6 millions de dollars pour faire du lobbying. Pfizer, le géant mondial de l'industrie pharmaceutique, a dépensé plus de 9 millions de dollars au cours du dernier trimestre de 2008 et des trois premiers mois de 2009. Le Washington Post a révélé qu'une trentaine d'élus du Congrès des deux partis occupant des postes-clés dans les comités détiennent des parts importantes dans les compagnies privées du secteur de la santé pour un total entre 11 millions et 27 millions de dollars.

Le directeur du président Barack Obama chargé de la santé, qui refuse d'entendre parler d'option publique, a siégé aux conseils d'administration de plusieurs groupes de services de santé privés. Et pendant que les salaires de la plupart des Américains stagnaient ou baissaient au cours de ces dix dernières années, les profits des compagnies d'assurance augmentaient de 480 %.

Obama et les leaders du congrès ont sciemment écarté des débats les défenseurs d'une caisse unique d'assurance publique. La presse, y compris des journaux comme le New York Times, traite le mouvement pour l'assurance-maladie publique comme s'il s'agissait d'un phénomène marginal. Et les chaînes de télévision n'en parlent presque jamais. Et pourtant, entre 45 et 60 % des médecins sont favorables à une caisse d'assurance maladie unique. Entre 40 et 62 % des Américains, parmi lesquels 80% des démocrates encartés, souhaitent

un système de santé universel avec une caisse d'assurance maladie unique à but non lucratif pour tous les Américains. La capacité des groupes privés à discréditer et à faire taire les revendications d'au moins la moitié de la population prouve hélas une fois de plus la capacité de notre Etat à la solde du secteur privé à verrouiller tous les débats de fond.

Nous ne pourrions changer les choses que si nous construisons des mouvements qui s'opposent de façon énergique et intransigeante aux démocrates et aux républicains. S'ils peuvent amener Kucinich et John Conyers, qui étaient à l'initiative de la Résolution 676 de la Chambre des représentants, un projet de loi qui visait à créer un système de santé universel public et qui aurait éliminé les compagnies privées, à voter pour cette arnaque orchestrée par les groupes privés, à quoi bon prétendre qu'il y a de la place pour nous dans ce parti?

Et pourquoi donc devrions-nous perdre notre temps avec des groupes de libéraux dégonflés comme Moveon.org, qui a imaginé de récolter 1 million de dollars pour faire pression sur les élus démocrates de la chambre des Représentants qui avaient voté « non » au projet de loi initial, tout ça pour se rétracter au final? Que faisait, de toute façon, ce groupe soi-disant pacifiste à servir d'agent recruteur pour Obama pendant la campagne des présidentielles? Plus nous restons pieds et poings liés aux démocrates et à ces organisations progressistes en déconfiture et plus nous paraissions ridicules et impuissants.

« Je suis prêt à écouter ce qu'a à dire la Maison Blanche, si la Maison Blanche est prête à écouter l'intérêt qu'il y a à inclure une option publique dans ce projet de loi », avait déclaré, avant de basculer, le vieux Kucinich aux émissions de radio et de télévision de Democracy Now! ». « Ils peuvent le faire. Vous savez, ils sont encore en train de conclure des accords de dernière minute. Remettez l'option publique dans le projet. Et que ce soit une option solide. Donnez aux gens la possibilité de négocier vraiment leurs contrats avec les compagnies privées ... en s'appuyant sur l'option publique. Mais ne dites pas aux gens que vous procédez à la réforme du système de santé si vous offrez aux compagnies d'assurance privées une place dans notre économie encore plus importante « .

Note: Le dirigeable Zeppelin LZ 129 « Hindenburg » était le plus grand aéronef jamais construit. Son vol inaugural a été effectué en 1936]. Après 14 mois de service actif dédié au transport commercial de passagers, il a été détruit par un incendie le 6 mai 1937 lors de son atterrissage à Lakehurst.

Article original en anglais : [The Health Care Hindenburg Has Landed](#), Truthdig, publié le 22 mars 2010.

Traduction : <http://blog.emceebeulogue.fr/>

Chris Hedges : Diplômé de Harvard Divinity School, Hedges a été pendant près de vingt ans correspondant à l'étranger pour le New York Times. Il a écrit de nombreux livres, dont le dernier s'intitule : Empire of Illusion: The End of Literacy and the Triumph of Spectacle (l'empire de l'illusion: le fin de la culture et le triomphe du spectacle).

La source originale de cet article est [Truthdig](#)
Copyright © [Chris Hedges](#), [Truthdig](#), 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca